

« Les différentes facettes de l'environnement urbain au Brésil / Aspects of the urban environment in Brazil »

Gabriela da Costa Silva

Environnement Urbain / Urban Environment, vol. 4, 2010, p. II-V.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/045229ar>

DOI: 10.7202/045229ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org



LES DIFFÉRENTES FACETTES DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN AU BRÉSIL

LIMINAIRE

Les villes ont depuis toujours occupé une place de premier plan dans le débat relatif aux enjeux environnementaux engagé au niveau international. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est déroulée en 1992 (aussi connue sous le nom du Sommet de la « Terre » de Rio de 1992), les questions environnementales sont au cœur des démarches d'urbanisme et de gestion durables à l'échelle mondiale (Nations Unies, 1992). Le programme Action 21, par exemple, amène les nations à s'engager dans l'élaboration de diverses actions en milieu urbain orientées vers la conservation et/ou la restauration des ressources naturelles. Les principes adoptés à Rio, y compris la mise en œuvre du programme Action 21, ont été approuvés par les délégués dans la foulée du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) tenu à Johannesburg en 2002 (Nations Unies, 2002).

Au fur et à mesure que les villes se complexifient en raison des activités relatives au développement socioéconomique qui se multiplient, elles sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur l'environnement. Face à la croissance historique des villes, conjuguée à la concentration démographique, à la production industrielle et à l'urbanisation intensive, les niveaux de pollution se sont élevés, les ressources naturelles se sont épuisées et la biodiversité s'est effritée. Des recherches internationales ont établi une interdépendance entre les facteurs de risque associés à la vulnérabilité socio-environnementale et les problèmes environnementaux (tels que les inondations, l'érosion du sol, la déforestation, la pollution des eaux, etc.). Si les autorités publiques sont en principe tenues d'agir en vue d'assurer le développement économique et la protection de la qualité de l'environnement, les intérêts liés au développement économique se retrouvent souvent au premier rang des

préoccupations politiques dans la plupart des pays en émergence. Ainsi, les villes brésiliennes subissent les contrecoups des difficultés que connaissent les gouvernements qui tardent à mettre en place des mesures de protection et d'assainissement de l'eau et d'offrir un logement décent et abordable aux couches les plus défavorisées de la population. De telles actions permettraient de freiner la croissance de quartiers de taudis dans les zones vulnérables et ainsi prévenir les désastres environnementaux et les pertes de vies humaines. À l'échelle du pays, 81,25% des quelques 170 millions d'habitants vivent dans les villes et 41% des 5 560 municipalités doivent composer avec des problèmes environnementaux importants, dont certains sont qualifiés de catastrophiques. Cet état de fait hypothèque la qualité de vie des citoyens et peut même, à l'occasion, entraîner des pertes de vies humaines (IBGE, 2005). Il est clair que les questions environnementales doivent être examinées à fond et de manière prioritaire par les instances de gouvernance des villes du Brésil.

Tous les auteurs qui ont collaboré au présent dossier thématique s'intéressent aux questions environnementales, sociales et politiques qui entourent le développement urbain au Brésil. Dans leur article, Rigitano et Barbassa montrent comment la participation et la consultation citoyenne sont devenues des éléments clés dans le développement des plans d'urbanisme. À partir d'une étude de cas qui porte sur la participation sociale dans les processus de l'élaboration des plans d'urbanisme de la ville de Bauru située dans l'État de São Paulo, ces auteurs brossent un tableau de l'évolution historique du cadre juridique régissant la participation des acteurs communautaires dans ce processus. Les auteurs soutiennent que, dans les faits, même si le niveau de participation communautaire est à la hausse, l'attitude que le pouvoir municipal adopte envers la participation des citoyens dans les

processus décisionnels reste mitigée. Les travaux de Costa *et al.* se fondent dans une perspective environnementale plus large qui vise à explorer les projets de restauration de rivières urbaines en périphérie de Rio de Janeiro. Les auteurs se penchent sur l'interdépendance entre la structure environnementale, les modes d'utilisation du sol en milieu urbain et les intérêts que défendent les groupes locaux. Portant sur le projet Iguaçu réalisé dans la région de la Baixada Fluminense, cette étude de cas montre à quel point des projets environnementaux axés sur la prévention de risques (comme des inondations) sont susceptibles de faire émerger de nouveaux aménagements en bordure de plan d'eau qui permettent de tenir compte et de mettre en valeur le potentiel des rivières comme élément central dans la reconfiguration de l'espace urbain. Les auteurs se demandent dans quelle mesure la participation communautaire peut constituer une stratégie efficace dans la restauration environnementale des parcs riverains. Enfin, dans le dernier article, Silva aborde la question de la justice environnementale à Rio de Janeiro à travers une évaluation des inégalités sociales qui caractérisent notamment les espaces d'exclusion dans le bassin des basses terres de Jacarepaguá. L'article se termine en évoquant la faible portée des actions publiques proposées pour réduire l'injustice environnementale, alors que les instances publiques peuvent engager des actions très efficaces qui viennent servir les intérêts privés, notamment ceux du marché immobilier.

L'idée principale qui ressort de l'ensemble des articles est que les mesures prises par les instances publiques face aux préoccupations environnementales dans les villes brésiliennes doivent respecter le principe selon lequel le pouvoir se partage entre toutes les parties prenantes pour trouver des solutions aux problèmes complexes que connaissent les villes en croissance rapide.

BIBLIOGRAPHIE

UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT (UNCED) (1992), Rio de Janeiro, 3-14 June 1992.

UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT (UNCED) (2002), Johannesburg, 26 August – 4 September 2002.

PESQUISA DE INFORMAÇÕES BÁSICAS MUNICIPAIS (2005), Perfil dos Municípios Brasileiros: Meio Ambiente IBGE, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.

Gabriela DA COSTA SILVA, Rédactrice invitée



ASPECTS OF THE URBAN ENVIRONMENT IN BRAZIL

INTRODUCTORY NOTE

Cities have always played a key role in the international debate concerning environmental issues. Since the 1992 United Nations Conference on Environment and Development (also known as the 1992 Rio "Earth" Summit), environmental questions have become pivotal to urban sustainable planning and management worldwide (United Nations, 1992). For example, Agenda 21 establishes nations' commitment to the development of urban projects and programs for the conservation and/or restoration of natural resources. The Rio principles including the implementation of Agenda 21 were strongly reaffirmed at the 2002 World Summit on Sustainable Development (WSSD) held in Johannesburg (United Nations, 2002).

As cities become more complex, due to the development of socioeconomic activities, they tend to cause negative impacts on the environment. The historical growth of cities, with its demographic concentration, industrial production and built-up environments, has caused widespread pollution, natural resource depletion, and loss of biodiversity. International researches have agreed that the risk factors for socio-environmental vulnerability are directly related to environmental problems (e.g. floods, soil erosion, deforestation, water pollution, etc.). Although governments are expected to promote economic development and to protect environmental quality, economic development interests tend to have priority on the agenda of most developing countries. In Brazil, cities suffer from government's difficulty in implementing sound policies on water and sanitation as well as in providing decent and affordable housing for low income groups, in order to prevent the growth of slums, and avoid environmental disasters and human fatalities in vulnerable areas. Overall, 81.25% of the nearly 170 million people in the country live in urban areas and 41% of the 5,560 municipalities have registered environmental problems and disasters, which substantially lowered citizens' quality of life

and even caused human fatalities (IBGE, 2005). Assessment of environmental issues is therefore central to Brazilian cities' governance.

The authors who have contributed to this special topic issue focus on environmental, social and political aspects of urban development in Brazil. In their article, Rigitano and Barbassa show that citizen participation and consultation have become pivotal to the development of urban master plans. In their case study of social participation in the processes involved in master plan development in the City of Bauru, State of São Paulo, they give an account of the historical evolution of the legal framework guiding community participation in these processes. The authors argue that, in reality, even though social participation has increased, municipal authorities' attitude towards citizen involvement in decision-making processes is not very favourable. Costa et al. take an even greater environmental perspective on the restoration of urban rivers in the metropolitan periphery of Rio de Janeiro. The authors discuss the interrelations between environmental structure, urban occupation and social local interests. They explain in their case study of the Iguaçú Project located in the Baixada Fluminense region how environmental projects aimed at preventing risks (e.g. flooding events) offer opportunities to create new urban waterfronts, while considering rivers as valuable and meaningful features to restructure urban space. The authors examine the many ways in which community participation can be an effective strategy in the environmental restoration of riverside parks. Finally, Silva considers environmental justice in Rio de Janeiro by assessing social inequalities particularly located in spaces of exclusion within the Jacarepaguá Lowland Watershed. The paper concludes that public efforts to reduce environmental injustice are still very limited, whereas they are very effective in collaborating with private interests, especially in the real estate market.

EUE • Aspects of the urban environment in Brazil • V

Collectively, these articles argue that to address environmental issues in Brazilian cities, public authorities must express their true commitment in sharing power with a variety of stakeholders while trying to respond to the complexity of rapidly growing urban development.

BIBLIOGRAPHY

UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT (UNCED) (1992), Rio de Janeiro, 3-14 June 1992.

UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT (UNCED) (2002), Johannesburg, 26 August – 4 September 2002.

PESQUISA DE INFORMAÇÕES BÁSICAS MUNICIPAIS (2005), Perfil dos Municípios Brasileiros: Meio Ambiente IBGE, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.

Gabriela DA COSTA SILVA, Guest editor